

avait 85 employés dans son personnel et il ne faisait que se prétendre premier ministre.

Des voix: Bravo!

LE BUDGET DES DÉPENSES DE 1986-1987

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Monsieur le Président, je ne pense pas que nous tenions vraiment à savoir ce que d'autres ont fait.

Des voix: Oh, oh!

M. Johnston: Hier, nous avons entendu parler de M. Pearson et de M. Trudeau. Demain, ce sera au tour de R. B. Bennett et de Mackenzie King. Les Canadiens veulent savoir comment le premier ministre donnera l'exemple. Il nous a dit que cette augmentation serait provisoire. Il a déjà déclaré aujourd'hui que le montant en question avait été légèrement réduit. Si l'augmentation n'est que provisoire, pourrions-nous voir les projets de dépenses du cabinet du premier ministre pour l'année prochaine? Ce qui est curieux, c'est que ces projets de dépenses n'étaient pas compris dans le dernier budget des dépenses comme ils l'étaient dans les nôtres. Les prévisions de dépenses pour l'exercice 1986-1987 seront-elles déposées à la Chambre pour que nous puissions nous assurer que cette augmentation est vraiment provisoire?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, cela me fait plaisir de voir que le critique financier, le député de Westmount . . .

M. Johnston: De Saint-Henri-Westmount.

M. Mulroney: Le député de Saint-Henri-Westmount . . . avez-vous enfin décidé dans quel quartier vous habitez?

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Ce doit être Westmount parce que les habitants de Saint-Henri n'ont pas voté pour vous. Tous les sondages nous classaient premiers dans Saint-Henri, mais nous avons perdu dans la montagne.

Une voix: Où sont les grandes maisons.

M. Mulroney: C'est exact. J'étais là, juste à côté de la famille du chef de l'opposition.

M. le Président: Sauf tout le respect que je leur dois, les occupants des premières banquettes parlent de plus en plus longuement aujourd'hui. Pourrions-nous tous nous entendre pour abréger?

M. Mulroney: Je fournirai volontiers les renseignements que demande mon honorable ami. Nous les lui communiquerons dès qu'ils seront disponibles.

* * *

LA BANQUE DU CANADA

LA HAUSSE DU TAUX D'INTÉRÊT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au premier ministre. A ce que je viens d'apprendre, la Banque du Canada a annoncé une nouvelle augmentation importante de son taux d'escompte, qui remonte de plus d'un demi-point. C'est la cinquième semaine de suite

Questions orales

que les taux d'intérêt augmentent. On calcule que pour chaque point d'augmentation du taux d'intérêt, il se perd 25,000 emplois. Cela veut dire qu'au cours des cinq dernières semaines, 50,000 emplois ont été touchés à cause du gouvernement qui applique toujours la vieille politique libérale des taux d'intérêt élevés. Pourquoi le gouvernement applique-t-il cette politique des taux d'intérêt élevés?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, nous ne suivons pas les mêmes politiques que le gouvernement précédent. Beaucoup d'observateurs l'ont dit, et ils appuient l'approche que nous avons adoptée.

M. Broadbent: Quels observateurs, en dehors de Bouey?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Permettez-moi de rappeler à nouveau au député que nous sommes dans une situation très, très inhabituelle due à la force extrême du dollar américain. Si on me le permet, je lirai deux phrases d'un communiqué publié il y a environ vingt minutes par la Banque du Canada. Les voici:

Chercher à éviter toute baisse du cours du dollar en cette période aurait exigé une augmentation beaucoup plus importante des taux d'intérêt. Chercher à empêcher toute hausse des taux d'intérêt aurait provoqué une chute intolérable du dollar canadien.

Ce que nous essayons de faire, nous et la Banque du Canada, c'est de suivre une politique équilibrée afin d'essayer d'instaurer un certain degré de stabilité et de confiance dans le marché afin que, le moment venu, nous puissions faire rebaisser les taux d'intérêt au niveau sur lequel nous sommes d'accord tous les deux.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, lorsque le ministre siégeait de ce côté-ci de la Chambre, il écoutait Marc Lalonde déclarer la même chose que ce qu'il a dit cet après-midi. Du côté gouvernemental, il y a maintenant des libéraux à étiquette bleue. Voilà tout ce qu'il y a de changé.

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Depuis que le patron du ministre, le premier ministre a dit au courant de l'été que s'il avait à choisir . . .

M. Dingwall: Vous êtes bronzé au Coppertone, Ed?

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre. Le député est en droit de poser sa question. A l'ordre. Tous les députés qui posent des questions sont en droit de se faire entendre.

M. Broadbent: Il est évident que les libéraux sont un peu chatouilleux là-dessus, monsieur le Président.

Au cours de l'été, durant la campagne électorale, le premier ministre a dit que s'il avait à choisir entre la chute du dollar et la hausse des taux d'intérêt, il accepterait la chute du dollar. Si cette politique avait du sens au cours de l'été, comme c'est notre avis, je demanderai au ministre ce qui a pu changer depuis lors. Est-ce uniquement que les conservateurs sont passés du côté gouvernemental? Pourquoi le gouvernement ne suit-il pas une politique cohérente? Pourquoi n'essaie-t-il pas d'empêcher les taux d'intérêt de monter?